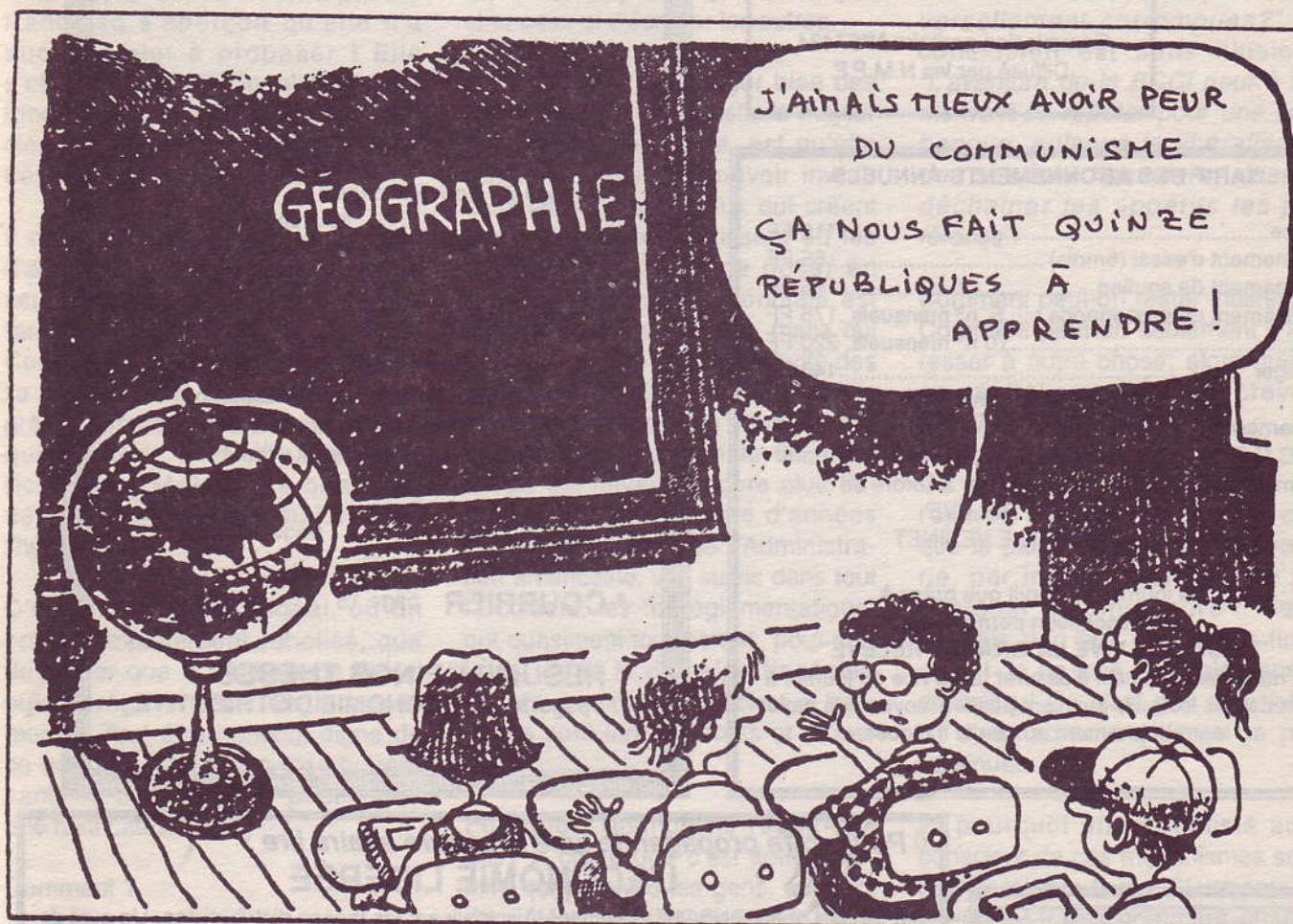


LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

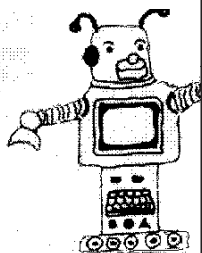


(d'après un dessin de Rogers, Pittsburgh press)

M 1669 - 904 - 11,00 F



AU SOMMAIRE DE CE N° 904 :



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	110 FF
Abonnement d'essai (6mois)	65 FF
Abonnement de soutien.....	155 FF
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels	175 FF
.....10 n° mensuels.....	220 FF
Etranger.....	140 FF

(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à
ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer
leur abonnement aux tarifs indiqués.

* ÉDITORIAL

page 3 Arrêtez le massacre !
par M-L Duboin

* ACTUALITÉS

page 4 Lu,vu,entendu

page 5 Eppur, si muove !
par A. Prime

page 8 Des chiffres

page 11 Au fil des jours
par J-P Mon

* RÉFLEXIONS

page 7 Considérations européennes
par R.Marlin

page 8 Nouveau capital,
nouvelle économie
par A. Chantraine

* LECTURES

page12 Voyage avec C. Colomb
Subtile et suprême lâcheté
par A. Prime

* **BLOC-NOTES** page 10

* **COURRIER** page 13

* **RÉSUMÉ DE NOS THESES**
page 16 **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

TELEPHONE

les mardi et jeudi, *l'après-midi*
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :

3614
code :

CHEZ *REIN

◇ Pour votre propagande, une brochure à faire lire : **L'ECONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace, facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques.
(22 F pièce, franco)

◇ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ Pour animer une discussion, une cassette à faire écouter:

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

et la brochure qui l'accompagne, par André PRIME. (70 F franco l'ensemble).

◇ Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et **LES YEUX OUVERTS**

toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal..

ARRETEZ LE MASSACRE !

par Marie-Louise DUBOIN

La chute des régimes staliniens a tellement secoué (étonné !) l'opinion que les tenants du libéralisme en profitent pour proclamer que leur capitalisme a définitivement "gagné la bataille historique contre le socialisme" ! Et face à ce triomphalisme, la gauche française s'aperçoit qu'elle n'a aucun projet à proposer ! Elle s'effondre...et elle inspire un profond mépris envers tous les politiciens en général, ce qui peut être très lourd de conséquences...

Il nous est absolument impossible d'admettre que le libéralisme soit le seul régime possible en ce monde, tant ses méfaits sont monstrueux. Certes, le capitalisme est efficace, il l'a prouvé, il est générateur de progrès technologiques sensationnels, qui mènent à d'inimaginables richesses. Mais dans quel état désastreux met-il la majorité de l'humanité !

C'est n'avoir aucun idéal, ou un cœur complètement robotisé, que de tolérer que le capitalisme libéral puisse régir encore longtemps le monde. Tout être humain, digne de ce nom, ne fut-il qu'un roseau pensant, se doit de lutter pour éviter une telle catastrophe.

Comment ?

Mais en refusant les idées toutes faites du genre "c'est comme ça, ça ne peut pas être autrement", en n'acceptant pas de passer pour rêveur quand on imagine autre chose, en ayant le courage de proposer un projet cohérent en alternative.

Même s'il nous faut changer parfois de vocabulaire (" l'Etat utilitaire" de J.Duboin prête à confusion, il faut se référer au principe de "subsidiarité" ; le "revenu social" est mieux compris sous le vocable de "revenu de

citoyenneté" ; il faut envisager de parler de "contrats civiques" pour qu'on ne nous accuse pas de vouloir une société d'assistés qui ne ficheraient rien, etc...), le socialisme distributif est cette alternative qui convient aux pays technologiquement développés et qui peut empêcher ceux-ci d'écraser les autres.

Mais elle tend à changer bien des habitudes ! En fait, l'obstacle majeur auquel elle se heurte, est qu'elle remet en cause le pouvoir invraisemblable de tous ceux qui créent des fortunes, les bâtissent ou les détruisent à coups de poker en Bourse. L'économie mondiale est aux mains d'une véritable mafia qui a pignon sur rue, que la majorité des gens vénère parce qu'elle n'ose pas se demander d'où leur vient pareille puissance. Ce scandale de notre temps est devenu encore plus flagrant il y a une dizaine d'années lorsqu'à l'initiative de l'Administration américaine, vite suivie dans tout l'Occident, les "dérèglementations" ont quasiment tout permis, pour certains, dans le domaine financier. Depuis, scandales financiers et bancaires sont innombrables et monstrueux.

Pourquoi l'opinion ne réagit-elle pas? A croire que c'est cette énormité qui paralyse les gens, au point de préférer se laisser asservir plutôt que chercher à comprendre pour trouver le moyen d'y mettre un terme.

Le journaliste le plus courageux en la matière, et fort bien informé, est certainement Frédéric F. Clairmonte qui, depuis des années, dans *Le Monde Diplomatique* dénonce scandales financiers, délits d'initiés, corruptions aux plus hauts niveaux, manipulations des cours, détournements d'actifs, faux bilans, abus en tout genre que permet le système et dans lesquels les plus grandes insti-

tutions sont impliquées. Sous le titre "La banque à abattre" (1), il vient d'essayer de démontrer les mécanismes de l'affaire de la BCCI (2). Mais comment y voir clair, écrit-il, "alors que les intérêts sont si imbriqués au sein du capitalisme financier mondial et les pratiques si universellement corrompues?". Sa conclusion est sans illusion : "L'aventure de la BCCI peut à tout moment se répéter pour une autre banque, puisque la libéralisation des services financiers laisse se déchaîner les appétits les plus féroces".

Comment peut-on rester indifférent? Comment peut-on seulement s'intéresser à autre chose, alors que de ce capitalisme-là, nous crevons tous?

Ce qui me scandalise, c'est que l'opinion s'émeuve si peu (3), c'est que la plupart des gens, par veulerie, par inertie, préfèrent ne pas chercher à comprendre : "Je ne connais rien aux problèmes financiers ! Je ne suis pas calé dans ce domaine ! Ce n'est pas mon job !". Et c'est comme ça que ça peut continuer...

Et pourquoi un journaliste aussi conscient de ces mécanismes scandaleux tel que l'est F.Clairmonte, ne cherche-t-il pas comment changer de système pour arrêter ce massacre ?

(1) N° 450, septembre 1991

(2) BCCI = Bank of Credit and Commerce International

(3) Il serait édifiant de faire un sondage à ce propos, de demander à l'homme-de-la-rue : "Etes-vous au courant de l'affaire de la BCCI ?". Peu de gens, probablement, ont suivi l'affaire. Il en résulte une impression vague qui, au plus, se traduira par l'abstention aux élections, avec tous les risques pour la démocratie...

LES BEAUTÉS DU LIBÉRALISME

Pendant qu'on déboulonne en URSS les statues du communisme, les méfaits du libéralisme passent quasiment inaperçus :

*

. Kodak va supprimer 3.000 emplois (4 % de ses effectifs) après avoir déjà remercié 7.500 employés.

*

. En ex-RDA, la Bundespost envisage de supprimer 11.000 postes sur 78.000. Il faut bien faire l'apprentissage de la Démocratie.

*

. DMC, "numéro 1.500" français du textile supprime 1.500 emplois.

*

. Citroën (Rennes, XM) licencie 1.800 personnes.

*

Découverte d'un charnier d'enfants dans une mine d'or du Pérou. Agés de 10 à 14 ans, ils avaient été forcés de travailler dans cette mine. D'après les rapports des médecins légistes, certains ont été fusillés, d'autres sont morts de malnutrition ou de maladie. Tous portaient des traces de torture.

(Le Monde 18 août)

*

Les Etats-Unis sont redevenus les premiers fournisseurs d'armes du tiers-monde.

(Le Monde 13 août)

*

Suite au scandale de la banque BCCI, démission des dirigeants de la First American Bankshares, mouillés dans l'affaire.

(Le Monde 15 août)

*

Nouvelles opérations frauduleuses dans une banque japonaise : après Fuji Bank et Saibama Bank, c'est au tour de la Tokyo Shinkin bank (sur 15 milliards de francs).

(Le Monde 15 août)

A.P.

EDITH ET L'UTOPIE

C'était au tout début de son règne, lorsque la belle Edith jetait des idées à tous vents : "Les utopies généreuses sont le fondement même du progrès". Hourrah ! Vive l'Economie Distributive donc !

Las, il y a loin de la coupe aux lèvres. A peu de temps de cette belle envolée, Edith Cresson choi-

ssait de pénaliser les salariés pour boucher le trou de la Sécu et faisait mille grâces aux patrons.

A.P.

LE JAPON ACHÈTE LE MONDE

On comprend que P.A. Donnet ait pu écrire un livre portant ce titre. Le Monde du 15 août nous apprend que la balance commerciale japonaise a été excédentaire de 43,5 milliards de dollars pour le seul premier semestre 1991 (27,7 milliards de dollars pour la même période en 1990).

A.P.

ISABELLE BÉATIFIÉE ?

Isabelle 1ère, dite la Catholique, reine de Castille et d'Aragon de 1474 à 1504, sera-t-elle béatifiée ? La cause semblait entendue il y a quelques mois ; probablement faire coïncider la béatification avec le cinquantième centenaire de la découverte des "Indes" (les futures Amériques en réalité) en 1492 par Christophe Colomb. Isabelle en effet aida les entreprises de ce dernier.

Mais une levée de boucliers s'est faite contre la béatification : c'est que la très catholique Isabelle a fermement soutenu la "Sainte Inquisition" (nomination d'un Grand Inquisiteur en 1478) et proscrit les Juifs. Rome a dû surseoir à la décision. Mais ne suffit-il pas dans ce genre d'affaire de "donner du temps au temps" pour faire avaler sans bruit la couleuvre ? On ne prête qu'aux riches.

A.P.

SOCIALISTES ET ÉCOLOGISTES

Selon Patrick Jarreau (1), les socialistes, inquiets de voir les écologistes progresser dans l'opinion à leurs dépens "tentent d'introduire dans leurs réflexions une dimension écologiste". Il mentionne en particulier Jean Poperen, qui "met en avant une condamnation du productivisme directement inspirée des thèses écologistes", Laurent Fabius, "initiateur de colloques organisés à la présidence de l'Assemblée Nationale sur des thèmes tels que l'effet de serre", et Madame Marie-Noëlle Lienemann. Certains envisagent "une recomposition" de la gauche, associant les

socialistes, les anciens communistes et les écologistes.

Dès lors les écologistes auront à choisir "entre deux stratégies". B. Lalonde est partisan de chercher du renfort dans une alliance avec le PS. A. Waechter reste fidèle au principe "ni droite, ni gauche", mais les "réflexes conservateurs" de certains Verts inquiètent P. Jarreau: le choix à faire face au Front National pourrait "provoquer une rupture" au sein du Mouvement.

Quant à nous, distributistes, nous serions favorables à un regroupement politique dont le programme réunirait les objectifs de l'écologie et ceux d'un véritable socialisme. Les écologistes devraient se situer nettement à gauche, vu que leurs actions, tant que les structures capitalistes seront intactes, sont condamnées à rester peu efficaces.

--

(1)source : "Les écologistes entre deux stratégies", "le Monde" du 10-8-1991

P. H.

ENCORE UNE IDÉE FAUSSE

Les Allemands avaient la réputation d'être des travailleurs acharnés. C'est devenu faux. Les salariés les mieux payés du monde préfèrent travailler... le moins possible.

"En dépit de leurs longues vacances (six généreuses semaines par an), de leurs fréquents séjours dans des établissements de cure thermique et d'exercices constants, les Allemands apparaissent comme les employés les plus fréquemment malades. Ils prennent davantage de jours de congé maladie que leurs semblables dans n'importe quel pays du G7. L'an dernier, l'Allemand moyen s'est fait porter pâle pendant 18 jours, contre 11 jours en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis...et 27 jours en Suède.

Curieusement, le taux de maladie augmente brusquement les vendredis et lundis...Les Allemands ont la plus courte semaine de travail des sept pays les plus industrialisés...L'Allemand moyen ne travaille que 1550 heures par an, contre 1800 heures aux Etats-Unis et 2100 heures au Japon.

(source : "The Economist")

M-L D.

EPPUR, SI MUOVE !

par André PRIME

"Et pourtant, elle se meut". Tous les écoliers connaissent (le plus souvent sous la forme : *"Et pourtant, elle tourne"*) cette phrase rageuse de Galilée contraint, pour échapper au bûcher de la *"Sainte Inquisition"*, de renier ses théories sur la rotation de la terre sur elle-même et autour du soleil. C'était en 1633.

Un siècle plus tôt, Copernic, dans son *"Traité sur les révolutions des mondes célestes"* s'inscrivait déjà en faux contre le dogme de l'Eglise; s'il ne fut pas pourvuivi, c'est ... qu'il eut la sagesse de mourir quelques jours après la publication de son livre. Entre Copernic et Galilée, en l'an 1600, l'Inquisition avait brûlé Giordano Bruno, auteur entre autres de *"L'infini de l'univers et des mondes"*, qui avait refusé de se rétracter.

1633. Il y a trois siècles et demi seulement régnait encore un tel obscurantisme dans les *"civilisations avancées"* de l'époque, les catholiques du moins (1). On mesure mieux l'importance - pour ne pas dire la nécessité - du siècle des Lumières et de la révolution de 1789, même si celle-ci connut des bavures et put paraître annihilée par l'Empire et le retour des rois. Car rien ne fut plus jamais comme avant: la porte était ouverte aux théoriciens du progrès social, aux luttes ouvrières malgré la prison ou la répression. Le 19e siècle fut un des plus féconds. Et le 20e siècle suivit... jusqu'à nos jours.

"Et pourtant, elle se meut", comme la terre : je veux parler de la pensée, de la lutte pour une société nouvelle. D'où vient pourtant ce sentiment de *"sur place"* à une décennie du 21e siècle ? Les idées défendues par Copernic et Galilée paraissent aujourd'hui élémentaires, presque simplistes sur le plan scientifique. Le parallèle est flagrant avec les théories de Jacques Duboin. Mais, si de nos jours, on ne brûle plus, on enterre, c'est bien ce que

nous constatons et ce dont nous souffrons depuis 60 ans et singulièrement, depuis l'après-guerre.

Sur un plan général, après l'écroulement des pays du *"socialisme réel"* comme on les appelle (et l'URSS en fait maintenant partie (2), il semble que les idées progressistes *"ne se meuvent plus"*, chez la plupart des penseurs, philosophes, hommes politiques, y compris ceux qui se disent de gauche. Les pays de *"civilisation avancée"* (les pays les plus

industrialisés) valent-ils mieux que les pays de *"civilisation avancée"* sous Galilée ?

L'Événement du Jeudi (3) a mené une enquête auprès de diverses personnalités en leur posant la question : *"Faut-il encore faire la révolution ?"* Guy Sorman, énarque, apôtre du libéralisme, répond : *"Le capitalisme - ou mieux l'économie de marché (4) - a gagné la bataille historique contre le socialisme... Entre les riches blasés et*

Écoutons quelques personnalités, interrogées par l'EDJ, répondre à la question :
"Faut-il encore faire la révolution ?"

Daniel Cohn-Bendit, "Tête et coeur de mai 68" :

"Alors, avons-nous besoin d'une révolution ? Non. De révolutions ? Oui.

Dans l'imaginaire collectif d'antan, la révolution simplifiait le réel pour (soi-disant) le transformer. Les révolutions, au contraire, doivent reconnaître la complexité du réel pour le transformer réellement ; non pour des lendemains qui ne chanteront jamais, mais à cause d'un aujourd'hui qui ne veut plus étouffer sous le discours hypocrite de la politique régnante".

Philippe Herzog, économiste, membre du B.P. du P.C. :

"Je suis pour ! Non pour "la" révolution mythique, mais pour une révolution originale, pacifique, autogestionnaire ; pour une société qui dépasse le capitalisme. Il y a des acquis, comme le marché, qu'il faut garder.

... Pour cette révolution, il ne faut pas imiter les modèles du passé. La chute du socialisme étatique à l'Est nous débarrasse de l'illusion d'abolir le capitalisme par voie d'Etat. Construisons plutôt une société mixte de transition à l'intérieur du capitalisme, un chantier pour son dépassement graduel".

Alain Minc, financier et écrivain politique :

"Occident : la seule voie révolutionnaire est ... le réformisme ! Malheureusement, il est en panne. Les socialistes ont cru à la révolution quand elle n'avait aucun sens ; aujourd'hui, ils calent devant les réformes.

On a mis soixante-dix ans à comprendre que le marché est l'état de nature de la société. Pas de système alternatif. Impossible d'inventer une économie de marché sans capitalisme. Mais le capitalisme, parce que c'est la vie, exige des réformes".

Bernard-Henri Lévy, philosophe :

"La fin de l'utopie révolutionnaire peut conduire à un désespoir qu'on sent, ici et là, en suspension. Si le capitalisme est incapable de formuler un projet et, par des réformes, de tendre vers lui, on ne peut exclure - ce serait épouvantable - le ressurgissement du messianisme et de la révolution".

Michel Crozier, sociologue :

"La fixation marxiste développée à la fin du XIXe siècle est terminée. Le "modèle" socialiste, plus personne n'y croit, sauf quelques intellectuels français dont la révérence pour les mots est infinie.

Je ne prétends pas que le capitalisme soit un "bon" système mais la révolution, elle, est catastrophique".

Cardinal Roger Etchegaray :

"L'injustice est toujours parmi nous. Il faut envisager les moyens de se mesurer à elle, dans le temps et dans l'espace".

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

Alain Lipietz, économiste "vert" :

"Le productivisme capitaliste a évincé ses rivaux, mais semble avoir perdu la capacité de se réformer. Les prochaines révolutions devront être modestes : seulement pour un nouveau compromis, pour la réforme d'un système qui n'évoluera que lentement".

Jean Poperen, socialiste :

"La révolution -entendons par là la rupture avec le capitalisme - a en effet échoué. Son "modèle" le plus achevé, d'inspiration marxiste-léniniste, s'abîme aujourd'hui dans le désastre. Faut-il comprendre que celui-ci est sans appel ? On pourrait s'en réjouir si le système antagoniste - le capitalisme libéral - devait garantir l'équilibre des sociétés, l'avancée progressive des démocraties, le bonheur des peuples du Sud comme du Nord. On est loin du compte.

Dès lors, faute de rompre avec le capitalisme ("faire la révolution") peut-on le tempérer, élaborer avec lui un compromis ? C'est toute la question posée aujourd'hui en France, posée à l'humanité : c'est cette voie du compromis qu'il faut explorer".

les pauvres "croyants", ni guerre, ni révolution. Un simple cordon de police, comme au Koweït ou à Mantes la Jolie". Il faut mesurer le poids de chaque mot, la gravité de tels propos, car ils traduisent "philosophiquement" et cyniquement la pensée des "vainqueurs" d'aujourd'hui ; ceux qui, il faut le reconnaître, ont gagné la deuxième manche, qu'ils croient la dernière. Si Guy Sorman avait raison, si tel devait être le monde futur, certes la vie, pour les gens de cœur et de progrès, n'aurait plus aucun sens. La "pensée zéro" qui semble prévaloir aujourd'hui, qui tombe comme une chape de plomb sur le socialisme en général, n'est pas une simple vue de l'esprit.

Cet été, je me promenais dans Saint-Tropez avec un ami, ancien communiste, qui se croit toujours socialiste et connaît très bien nos thèses. J'attirais son attention sur les gros bateaux, les Mercédès, BMW et autres Porsche : "Avec cette société à deux vitesses, les riches ont vraiment de plus en plus de fric". Il me répondit avec le plus grand sérieux après un temps de réflexion : "Et si c'était en fin de compte la seule solution possible?". La gangrène s'étend dangereusement : pour beaucoup, c'est le temps du repli, de la résignation, du chacun pour soi, de l'égoïsme. Les Socialistes sont sans projet, sans "grand dessein". Les idéologies sont suspectes, seul le pragmatisme est de mise. Certains, toujours "croyants", chez les socialistes

notamment, sont comme Saint Pierre, lors de l'arrestation de son maître : Non, ils ne connaissent pas le socialisme (5).

L'idée dominante qui ressort de l'ensemble de ces réponses, c'est que l'idéologie du socialisme est morte avec "le socialisme réel" et qu'au mieux, il convient de "réformer" le capitalisme dans ses effets les plus pervers.

C'est dire que nul n'envisage plus de "rupture" avec le capitalisme. Tout n'était que tares dans les pays du "socialisme réel", alors qu'on ferme pudiquement les yeux sur les effroyables méfaits du capitalisme, pourtant aggravés depuis une décennie par l'approfondissement de la société duale : chômage, exclusion, perte de la dignité, diplômés sans débouchés, violence, vol, criminalité accrue, drogue, scandales financiers aux plus hauts niveaux de la "bonne société" (banques, hommes politiques), guerres, ventes d'armes...

Et que dire de la misère dans le tiers-monde, pillé, rançonné, où des millions de gens meurent de faim? Et que sera-ce demain lorsque la population du globe atteindra 10 milliards, les "nantis" ne représentant alors guère plus de 1 à 1,5 milliards d'individus, c'est-à-dire pas plus qu'aujourd'hui avec 5,4 milliards d'habitants ?

Peuvent-ils espérer, ces hérauts d'un "monde fini en 1990/1991", qu'ils maintiendront le statu quo avec "un simple cordon de police,

comme au Koweït ou à Mantes la Jolie" ? Certes Guy Sorman et ses pairs misent sur une "Sainte Inquisition" séculière régie par un nouvel ordre mondial : toujours plus de flics pour les problèmes intérieurs, une armada comme celle du Golfe pour les problèmes extérieurs. Le socialisme est "sonné". "Et pourtant, il se meut". Les distributistes, d'autres, veillent. L'exclusion, sous toutes ses formes, du "banquet de l'abondance", voilà le brulôt qui demain ranimera la flamme.

Faut-il encore faire la révolution ? Le grand soir est exclu, soit ! Mais "des révolutions", et pas seulement des réformes, peuvent sortir l'humanité d'une impasse tragique. La comparaison avec notre planète est éclairante. La terre fait chaque jour une révolution sur elle-même ; et 365 révolutions annuelles conduisent à la grande révolution autour du soleil.

C'est symboliquement la voie qu'il nous faut suivre : les efforts convergents des vrais écologistes, des citoyens du monde, des authentiques socialistes doivent, à terme - à long terme peut-être - permettre à l'Homme de réaliser, enfin, son destin envers et contre tout. L'Inquisition n'est pas éternelle. La troisième manche commence. 1789 n'est pas achevé : "la France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle l'est pour tous les hommes".

— —

(1) En effet, la civilisation arabe et orientale brillait depuis 4 à 5 siècles avec notamment Avicenne et Averroès.

Et que dire de la Grèce, plusieurs siècles avant J.C. ?

(2) numéro du 27 juin au 3 juillet.

(3) Relire, à la lueur des événements actuels, mon article "l'URSS au bord du gouffre". GR janvier 1991.

(4) Le marché en soi n'est pas mauvais, il régit les échanges. De récentes G.R. ont fait le point. Mais en réalité, ce sont les capitalistes qui faussent le jeu du langage. Voyez la réponse de G. Sorman : pour eux, l'économie de marché ne saurait être que celle du capitalisme!

(5) "Je sais bien que la grammaire marxiste fait figure d'obscénité dans la conversation", Julien Dray, député, chef de file de la nouvelle école socialiste, après avoir fondé SOS-Racisme.

CONSIDERATIONS EUROPEENNES

par René MARLIN

J'entends bien ces messieurs les politiques et leurs commentateurs affirmer la victoire finale du réalisme capitaliste sur l'utopie socialiste. Outre qu'ils vendent peut-être un peu tôt la peau de l'URSS, de la Chine et de Cuba entre autres, l'effondrement du totalitarisme bureaucratique ne signifie point, fort heureusement, la fin des aspirations humaines à plus de dignité, plus d'égalité et plus de justice.

L'EUROPE PACIFIQUE

C'est vrai la guerre du Golfe a consacré l'hégémonie des Etats-Unis sur tous les autres Etats traduite par sa domination totale de l'Organisation des Nations-Unies. Pour des raisons diverses, les anciennes puissances de l'Est se sont ralliées ou se sont tues. Chacun a remarqué que l'Europe, en tant que telle, a été quasiment inexistante. Comment une mosaïque de gouvernements aux intérêts si divergents aurait-elle d'ailleurs pu définir une position et une stratégie communes ?

Les politiques et les partis qui avaient toujours souhaité qu'à travers le pacte de l'Atlantique, l'Europe ne soit qu'un simple glacis pour l'Amérique, ont toute satisfaction. Comme, en réalité, leur position politique ne reflétait que la simple approbation sans restrictions du système économique mercantile, elle subsiste après l'échec de ce qu'ils ont appelé le communisme. Pour les vrais socialistes, par contre, l'Europe ne pouvait se concevoir que comme une force de paix donc inféodée à aucun des deux blocs en présence et à égale distance, idéologique autant que géographique, de chacun d'eux. Ils persistent à penser qu'un régime politico-économique adéquat serait fort éloigné du stalinisme mais aussi

de celui qui est en formation, celui des financiers et des multinationales.

Il est d'ailleurs assez curieux de constater que la première préoccupation des chefs d'Etat et de gouvernement qui sont censés bâtir l'Europe n'est pas de construire une fédération harmonieuse et prospère, mais bien de veiller à ce que les intérêts dits nationaux qui ne sont en réalité que ceux d'une certaine oligarchie, soient préservés. Au lieu de célébrer l'édification d'un grand ensemble, ils exaltent des sentiments purement égoïstes. Au lieu de chercher à créer une mystique européenne, ils mettent en garde contre le voisin et avant de jeter les bases d'une citoyenneté européenne en instaurant, par exemple, des élections transnationales, ils pensent à une armée. Comme si, même ceux qui croient à la violence comme moyen de résoudre les conflits, admettaient qu'un soldat doit se battre et éventuellement se faire tuer sans motivation. Il est vrai que la guerre technologique et "chirurgicale" peut se déclencher et se mener sans adhésion sinon celle des spécialistes qui la conduisent, mais pas celle du citoyen de base qui la subit. Au nom de la défense de la démocratie...

L'EUROPE AGRICOLE

Puisque les 6 % de la population active que sont les agriculteurs suffisent maintenant pour assurer la production alimentaire nécessaire à nos pays avancés, l'on pourrait croire que le souci des occidentaux serait de nourrir les populations affamées du tiers et du quart monde. Pas du tout. La lutte se circonscrit entre les "surproducteurs" européens et américains qui s'accusent mutuellement de fausser le jeu "normal" des marchés à coup de subventions. En réalité si les Euro-

péens subventionnent les produits, les Américains qui se disent libre-échangistes, subventionnent les agriculteurs, ce qui revient au même. N'oublions jamais que 70 % des revenus agricoles proviennent, dans notre pays, de fonds collectifs, soit nationaux, soit communautaires, c'est-à-dire européens. Les agriculteurs (qui votent à droite, donc pour ceux qui, au nom du "marché" et de la "rentabilité", ont détruit nos mines, notre sidérurgie, notre industrie textile et détruiraient bientôt nos entreprises automobiles), feraient bien de réfléchir que si leurs chers politiques leur appliquaient les mêmes règles, ils seraient depuis longtemps au chômage.

Mais revenons à notre sujet à travers "Tribune pour l'Europe" de mai 1991 (1) dont nous extrayons ces quelques lignes significatives : "... Pour mettre fin à l'accumulation des stocks, on a mis en place des correctifs, tels que le gel des terres, la taxe de coresponsabilité, les quotas de production... Mais cela n'a pas suffi. Aujourd'hui on se trouve de nouveau confronté à une accumulation de stocks : 20 millions de tonnes de céréales, 750.000 tonnes de boeuf, 600.000 tonnes de pro-

(suite page suivante)

au bon logo

LA TERRE A
TOUS LES
HOMMES

ECONOMIE DISTRIBUTIVE
REVENU SOCIAL

SES
RESSOURCES
POUR CHACUN

proposition N°29

duits laitiers transformés en poudre ou en beurre. La situation est d'autant moins brillante que l'emploi agricole s'est réduit au rythme de 3% par an et que le revenu des agriculteurs en termes réels continue de baisser (-4,5% en 1990). Si l'on continue ainsi, en l'an 2015, il n'y aura plus que 3 millions d'agriculteurs. Autre scandale, 80% du budget consacré à l'agriculture (2) bénéficient à seulement 20% des agriculteurs (les grandes exploitations)..."

Et de conclure... que le Parlement après son débat, le Conseil et la Commission envisagent de ... poursuivre à l'avenir la même politique... au grand dam des agriculteurs qui manifestent dans les rues.

Nous dédions ces informations, qui s'ajoutent à toutes celles que nous avons déjà précédemment données sur ce sujet (3), aux maîtres du catastrophisme tels que notre ancien camarade René Dumont, selon lesquels une baisse effroyable de la production vivrière devrait entraîner des famines généralisées au cours des années 90. Dans ce système inhumain les riches continueront à se repaître, les modestes à se priver et ceux qui ne sont pas solvables à mourir de faim malgré les stocks qui s'accumulent et les moyens utilisés pour détruire ceux que l'on a pas réussi à empêcher d'apparaître. Est-ce cela la vocation d'une organisation continentale future ?

L'EUROPE SOCIALE

"Le social faille de l'Europe" écrivait déjà E. Maire dans un article qui avait fait date (4). Depuis la Commission des Communautés européennes a adopté un projet de Charte des droits sociaux fondamentaux (5) qui récapitule les protections dont devraient bénéficier les citoyens de l'Europe. En fait ce sont celles qui sont déjà en vigueur dans la plupart des Etats socialement avancés et il n'y a là aucune amélioration pour leurs habitants. Cette déclaration a été adoptée en décembre 1989 par les représentants de onze Etats membres à la seule exception donc de la Grande Bretagne. Elle a été complétée par

un programme d'action pour que la Commission prenne les dispositions nécessaires à son application. Pourtant les gouvernements ne sont guère pressés et le projet de réforme en profondeur du Traité de Rome qu'ils préparent n'y fait guère allusion. Martine Buron s'en plaint dans "Aujourd'hui l'Europe" (6). Elle relève aussi que les syndicats européens ne sont guère incitatifs en la matière.

Pourtant le même journal donne dans la colonne voisine d'excellentes explications à ces retards sous la forme d'une interview de R. Petrella (7) qui déclare notamment : "...Si l'économisme marchand ... prédomine comme à l'heure actuelle, il n'y aura pas de démocratie participative, ni au niveau des villes, ni au niveau des Etats, et a fortiori au niveau de l'Europe communautaire... Le principe ... de la compétitivité... véhicule la culture du plus fort et légitimise le fait que ceux qui sont forts sur le plan de la performance commerciale à court terme ont raison... c'est une tricherie parce que nos marchés sont tout sauf concurrentiels... En France, la concurrence ... n'existe plus dans la plupart des secteurs économiques et au niveau européen, nous assistons à des structures oligopolistiques de marchés à tendance car-

tellisante. Les processus de concentration industrielle et financière au niveau européen sont .. forts, précis, il est difficile d'y résister".

Dans ces conditions, les travaux d'"Europe 93" (8) ne paraissent avoir que fort peu de chances de se traduire, même partiellement, par des décisions communautaires.

L'EUROPE MONÉTAIRE ET DU REVENU

L'Union monétaire, comme le souligne A. Prate dans son livre "Quelle Europe ?" (9), serait un puissant instrument d'intégration économique. L'écu pourrait contrebalancer l'influence du dollar comme unité monétaire et faciliter une réforme du système monétaire international dans le sens d'une plus grande neutralité des changes.

Le débat entre monnaie unique et monnaie parallèle ou treizième monnaie est évidemment un faux débat. La thèse de la monnaie parallèle lancée par "The Economist" de Londres et les banquiers commerciaux principalement luxembourgeois, est destinée à retarder l'échéance. Certains "spécialistes" ont calculé le coût, pour l'Europe, de l'anarchie monétaire actuelle. Les chiffres avancés, qui n'ont

(suite page suivante)

Nouveau capital ! Nouvelle économie !

*Pour la naissance d'un nouveau monde
Ouvrons pour un sain capital
un capital que l'on respecte
un capital de biens terrestres
que l'on soigne et qui fructifie
pour le seul bien de tous les peuples.*

*Pour la naissance d'un nouveau monde
soyons dignes des vraies richesses
que nos aînés nous ont léguées.
Bannissons le faux capital
celui du sacro-saint profit !*

*Ouvrons pour une économie
où la concurrence agirait
au niveau de la qualité
et où les devoirs et les droits
seraient respectueux entre eux !*

Albert Chantraine

aucune base sérieuse, s'élèvent à plusieurs centaines de milliards de francs par an. Comme d'habitude les financiers en question oublient l'essentiel. En effet, si la charge pour l'industrie et les échanges est réelle et se répercute inévitablement dans les prix au détriment du consommateur, l'on sait bien que les principales, sinon uniques bénéficiaires, en sont les banques. Il n'est donc pas étonnant qu'elles s'opposent tant qu'elles peuvent à la solution du bon sens. Ce n'est pas un hasard si elles sont à l'origine de propositions dilatoires. La City de Londres tire une grande partie de ce qui lui reste de puissance du coût des changes donc le gouvernement anglais ainsi que le système bancaire allemand sont aux premiers rangs dans cette opération.

Enfin, continuons le débat (10). auquel René Passet, Gilles Gantelet, Bernard Barthalay et Jacques Robin nous convient dans "Transversales." Mais saluons d'abord l'hommage que Jacques Robin rend au grand précurseur Jacques Duboin et les nombreuses références à l'économie distributive

que contient cette livraison. Le numéro est centré sur "le revenu européen de citoyenneté". René Passet opte pour le dividende universel dans un vocabulaire un peu incertain puisqu'il parle ensuite du RMI (Revenu minimum d'insertion ? existant) ou du RMG (Revenu minimum garanti) expression employée également par Gilles Gantelet. Or toutes ces désignations ont des significations pratiques très différentes qu'il faudrait préciser et discuter. René Passet démontre ensuite que, moyennant la suppression des prestations sociales actuelles sauf les prestations de santé-maladie, un revenu de 1.000F par mois pour les moins de vingt ans et de 2.000 F au-delà pourrait presque dès maintenant être servi à tous. C'est une proposition transitoire, valable seulement pour la France prise comme exemple et qui a son intérêt. Néanmoins, elle présente l'inconvénient d'être distribuée à certains qui n'en ont vraiment pas besoin. Elle ne semblait acceptable, sous le nom d'allocation universelle (lui aussi mal choisi) que rentrant dans les revenus imposables. Alors qu'en est-il ?

Pour de nombreuses raisons, je serais plutôt partisan d'un RMI étendu à l'Europe et payé, au moins en partie, en monnaie verte. Il n'est évidemment pas possible, faute de place, d'en débattre ici...

Contentons-nous donc de nous réjouir qu'après Alexandre Marc et son "Revenu social garanti pour l'Europe" (11), une discussion sérieuse avec des interlocuteurs qualifiés reprenne sur nos propositions de transition. Serait-ce l'amorce, après l'instauration du RMI en France, de réalisations plus vastes à l'échelle continentale ?

(1) Information du Parlement Européen 288, Bd Saint Germain 75007 Paris

(2) On apprend plus loin que les dépenses agricoles devraient s'élever en 1992 à 34,66 milliards d'écus (230 milliards de francs environ), soit 53,4 % du budget total de la communauté.

(3) Voir par exemple : "Incohérence agricole commune" (GR n° 805) ou "Abondance indésirable" (GR n° 847)

(4) "Le Monde" 23 août 1991.

(5) Publié par le bulletin de la Fédération Mutualiste de Paris, n° 411

PROGRES TECHNIQUE FOUDROYANT

Intelsat VI F5 - plus de 4 tonnes - mis sur orbite récemment, pourra transmettre simultanément 120.000 conversations, émissions de télé, etc, alors qu'Early Bird lancé en 1965 ne pouvait acheminer que 120 conversations ! Mille fois plus.

Mais à quoi - à qui ? - servira tout ce progrès technique si la misère s'étend sur le monde ?

A.P.

(6) Mensuel de la délégation française du Groupe socialiste au Parlement européen. n° 11, juin 1991.

(7) Responsable de la commission du programme FAST chargée d'étudier les conséquences et les enseignements des développements scientifiques et techniques en Europe.

(8) Groupe d'initiative animé par Philippe Laurette et auquel participent notamment : Guy Aznar, Bernard Barthalay, Jeanine Delaunay, Mireille Delmas-Marty, Marie-Louise Duboin, Jean-Pierre Faye, Albert Jacquard, Hugues de Jouvenel, Jacques Moreau, Edgar Morin, René Passet, Edgar Pisani, Jacques Robin, Joël de Rosnay, Robert Toulemon et de nombreuses associations. Secrétariat 22, rue Dussouds 75002 Paris.

(9) Préface de R. Barre et J. Delors. Editions Julliard. L'auteur a été Conseiller Economique du Général de Gaulle. Il est président de la Banque Européenne d'investissement.

(10) Voir l'éditorial de la GR n° 903.

(11) Voir "Minimum social garanti pour l'Europe", GR n° 870.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

E. Goby 40 - Mme Collet 90 - T. Patin 40 - Buffard-Morel 50 - Seckler 40 - J. Eveillé 40 - A. Prime 310 - Mme Luce 1000 - Mme Lahens 300 - B. Lanza 100 - L. Perrard 90 - Cortimiglia 430 - V. Cros 190.- J. Terrier 290 - R. Doury-Peray 90 - Mme Lahens 300 - G. Jonard 90 - E. Demari 45 - L. Farcy 40.

Total 3.575 francs

Merci à tous!

L'économie américaine cherche encore la reprise. Il paraît qu'elle souffre de la contraction des crédits bancaires : les banques américaines ne veulent pas recommencer à prêter de l'argent tant qu'elles n'ont pas assaini leur situation financière, durablement compromise par les excès des années passées. "Nous ne sommes pas dans un cycle de récession classique, mais de crise très profonde du crédit, qui s'accroît mécaniquement en raison de la crise" déclarait récemment le patron d'une grande multinationale, qui précisait : "Le secteur bancaire a fait le choix de la rentabilité. Les entreprises et les particuliers en font les frais".

Ce qui illustre bien, si besoin était, que dans le système actuel, c'est la monnaie (la banque) qui commande l'économie et qu'on ne pourra rien changer tant qu'on ne changera pas la monnaie.

J-P MON

NOS IMPOTS

Chaque année, notre bien-aimé ministre des Finances nous adresse, avec notre déclaration de revenus, une feuille intitulée "A quoi servent nos impôts?". C'est très clair puisque les chiffres sont portés sur deux "gâteaux" éclatés en parts inégales :

(en milliards de francs et pourcentages) :

1. Recettes 1991

- sur les sociétés	170	11,4%
- sur le revenu	293	19,6%
- TVA	670	44,8%
- Autres	363	24,2%
Total	1496	100 %

2. Dépenses 1991

- Dette (int. et remb)	138	9,4%
- Administration	167	11,4%
- Action éco. et logt	225	15,2%
- Solidarité, emploi	136	9,2%
- Educ, recherche	353	24 %
- Collectivités locales	162	11 %
- Défense	220	15 %
- Europe	71	4,8%
Total	1472	100 %

Passons sur le détail qui fait apparaître les dépenses légèrement moins élevées que les recettes, alors que l'on sait qu'il y a un déficit budgétaire permanent.

On remarque la part énorme (45%) de la TVA dans les recettes : c'est pour cette raison que la France a une des fiscalités les plus injustes, les riches ne payant pas plus cher que les 50 % de salariés gagnant 6000 F. par mois - ou moins - les produits et biens d'équipements.

Notons la faiblesse des impôts sur les sociétés, nos dirigeants - et notamment ceux de gauche - n'ayant cessé de leur faire des cadeaux "pour qu'elles puissent investir"... et licencier après avoir investi.

Le budget de l'Etat est sensible-

ment inférieur à celui de la Sécu. Alors qu'on cesse de nous rebattre les oreilles avec "le trou béant de la Sécu", "le gouffre", etc... sans jamais évoquer le chiffre global qui relativiserait les quelque 20 ou 30 milliards de déficit. Le but est clair : préparer l'opinion à une certaine privatisation des soins et retraites, au profit des grands groupes d'assurances. A.P.

DÉPEÇAGE DE L'EX-RDA

Trois mille privatisations réalisées à ce jour - 96,2 % rachetées par des Allemands, 3,8 % seulement par des étrangers. Les Français (14 firmes rachetées) ont fait moins bien que les Suisses (21).

source: Canard enchainé 21/8/91

bloc-notes

associations

G.S.E.D.

Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive
11, rue St Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

LI A CO FA

Liaison et action contre la faim
4, square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

*

UNION PACIFISTE

Congrès annuel les 26 et 27 octobre prochains, au château de Charbonnières, près d'Authon-du-Perche.

Tous les sympathisants antimilitaristes et partisans du pacifisme intégral sont cordialement invités à venir pendant ces deux jours.

4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L.Gilot
12/59 rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE COURANT

syndical et politique
4 rue des Iris
52100 SAINT DIZIER

*

revues

TRANSVERSALES

29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
7500 TOURNAY Belgique

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

AGIR ICI

POUR UN MONDE SOLIDAIRE
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

COMBAT NATURE

Revue des associations écologistes et de défense de l'environnement

affirme dans sa présentation: "L'équilibre et le bonheur de l'homme doivent passer avant la production, le profit et la consommation. Les besoins collectifs avant les intérêts privés et l'avenir du monde avant l'exploitation aveugle de la Terre."

BP 3046
24750 PERIGUEUX

*

Patrons et syndicats pour une fois d'accord... pour continuer à fabriquer des armes : les syndicats des personnels du groupe GIAT Industries (toutes familles réunies) ont protesté avec leur patron contre les projets du ministre de la Défense de réduire ou annuler des achats de matériels blindés par l'armée de terre. Il s'agit essentiellement de la fabrication du char Leclerc. La CGT de Tarbes parle de la "Bérézina industrielle" dont elle rend responsable un pouvoir "qui brade l'armement conventionnel au profit de l'armement nucléaire et chimique".

Et dire que tous ces braves militants étaient contre la guerre du Golfe...

La manifestation du 11 septembre à Tarbes ne manquait pas de piment. On a même pu lire une pancarte portant le slogan : "Un bon programme Leclerc pour vivre et travailler au pays". Une autre proclame : "Le Leclerc on le veut depuis le début".

Toujours aussi futée que d'habitude, la CFDT dénonce "l'irresponsabilité et la malhonnêteté de ceux qui ne respectent par leurs engagements écrits".

Ne parlons pas de la CFTC qui ne craignant pas le ridicule parle d'un "personnel humilié et offensé dans sa dignité".

Le char Leclerc est appelé à succéder à l'AMX 30. Son coût est de 30 millions de francs pièce, si on en construit 100 par an. Sa construction procure du travail à 25 salariés du GIAT et à 100 ou 120 chez les partenaires sous-traitants. A l'usine de Tarbes, sa fabrication représente 400.000 heures de travail, soit la moitié du plan de charge. A Roanne, il fait travailler 1.000 des 2.600 salariés de l'usine. A Roanne, comme à Tarbes, les usines du GIAT sont les principaux employeurs industriels de leur département.

Selon le délégué général pour l'armement des réductions d'effectifs sont à prévoir dans ces usines. Mais les "mauvaises" nouvelles annon-

cées par le délégué général ne s'arrêtent pas là : le huitième sous-marin nucléaire d'attaque ne sera pas construit et la construction du septième sera arrêtée. Enfin, le programme de réalisation de bâtiments anti-mines océaniques est abandonné. La sous-traitance à l'arsenal de Cherbourg pourrait aussi être supprimée.

Bien entendu, les syndicats vont organiser des manifestations contre ces "braderies".

Décidément, c'est vraiment dur la paix !

*

Petit calcul sans signification : un Leclerc coûte 30 millions de francs et demande, en gros, 150 personnes pour le construire. Or 30 millions divisés par 150 cela fait 200.000 francs, soit plus de 16.000 francs par mois et par salarié !

*

De son côté l'Aérospatiale pourrait supprimer 400 emplois, soit le quart des effectifs, dans son usine de Bordeaux, en raison de l'abandon du programme militaire de S 45. La Société Européenne de Propulsion pourrait aussi y perdre 248 emplois. Dassault craint de son côté une réduction des commandes de Mirage 2000.

En fait, c'est l'ensemble du complexe militaro-industriel d'Aquitaine qui fait vivre près de 27.000 personnes, qui pourrait être touché. C'était jusqu'à présent l'atout industriel le plus sûr de la région. Les syndicats vont bien entendu organiser des manifestations de protestation. FO et la CFE-CGC réclament avant tout le maintien d'une force de dissuasion nationale plus importante et suggèrent le démarrage anticipé de la fabrication d'une nouvelle génération d'engins balistiques. Mais où sont donc nos ennemis ?

*

Autres suppressions d'emplois "pacifiques" ceux-là, chez Usinor-Sacilor, groupe français nationalisé,

qui pourrait débaucher, en 1992, 4.000 à 5.000 employés sur les 66.000 que compte la société. On parle même de 20.000 postes supprimés d'ici la fin du siècle. Mais compte tenu de la "nécessité" que s'est imposée le groupe de réaliser 3 % d'augmentation de productivité par an, les réductions d'effectifs pourraient être encore plus rapides.

Il faut dire qu'Usinor, qui est déjà le plus grand fabricant d'acier d'Europe, est en train de mettre au point un nouveau procédé (la coulée en bandes minces) qui permet de supprimer de nombreuses étapes dans la fabrication, ce qui lui donnera une avance technologique importante sur ses concurrents européens.

Mais qui donc prétend encore que le progrès technologique ne supprime pas d'emplois ?

C'est même vrai pour la Bourse, pourtant en pleine expansion. On vient d'apprendre que pour protester contre l'inertie du gouvernement face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (estimées à un millier sur les 6.000 employés recensés), un militant de la CFTC s'est suspendu pendant quelques heures au pont au Change, retenu par harnais. Il suivait en cela les consignes de son syndicat qui a décidé de se livrer à des manifestations spectaculaires jusqu'à ce que les pouvoirs publics engagent une négociation.

Comme quoi, on peut pratiquer dans son travail le libéralisme le plus sauvage et appeler l'Etat au secours dès que les mécanismes du libéralisme ne vous sont plus favorables !

C'est d'ailleurs une réaction à laquelle nous ont habitués depuis longtemps les apiculteurs qui sont encore en train de s'illustrer dans diverses manifestations. A ce propos, Michel Charasse, ministre du budget, s'est étonné que dans certaines exploitations agricoles, 80 % des revenus viennent des seules aides publiques. Encore un petit effort et ils seront tous fonctionnaires, sans le dire !

Jean-Pierre MON

VOYAGE AVEC

CHRISTOPHE COLOMB

Intéressante chronique d'été du Monde, en page 2. L'une d'elles, "La destruction des Indes" du 15 août - jour religieux s'il en fut - est édifiante, ou plutôt effarante.

Il s'agit évidemment des Indes des Indiens d'Amérique, ainsi nommés parce que Colomb croyait arriver en Inde. Pierre Chaunu tient pour proches de la vérité les chiffres de Bartolomé de Las Casas (1). En ce qui concerne l'île d'Haïti, baptisée par Colomb Hispaniola : elle comptait 3 millions d'habitants en 1492, et seulement 200 en 1542. L'historien américain W. Borah révisé ces données en hausse: 7 à 8 millions d'âmes en 1492, 3,7 quatre ans plus tard, 65.800 en 1510, 250 en 1540. Toutes les Antilles furent logées à la même enseigne. Laissons la parole au Monde :

"Sur le Continent, au Mexique, dont Hernan Cortès commence la conquête en 1519, la chute démographique est similaire : sur le plateau mexicain, 95 % de la population autochtone disparaît en soixante ans. Borah avance les calculs suivants : 25,2 millions d'habitants en 1518, 16,9 en 1532, 7,4 en 1548, 2,6 en 1568, à peine plus d'un million en 1608. Dans le même temps, l'émigration européenne augmente. Au total, pour toute l'Amérique, durant le siècle qui suit le premier voyage de Colomb, la mort fauche, selon les estimations, de 60 à 100 millions d'Amérindiens. Une apocalypse sans équivalent dans notre millénaire, que les historiens se sont efforcés d'expliquer à l'abri des passions".

Hitler ? un gagne-petit comparé aux représentants des rois très chrétiens. Qui peut avoir le cœur de célébrer le 5e centenaire de la découverte du nouveau monde par Christophe Colomb, même si certains, tel Le Roy Ladurie, pensent que beaucoup d'Indiens sont morts de maladies microbiennes importées d'Europe?

(1) Las Casas, Dominicain courageux, défendit les Indiens contre la cruauté des conquérants espagnols. Le 20 juin 1531, il écrit à Charles-Quint "Le cri du sang humain répandu monte jusqu'au ciel".

SUBTILE ET SUPREME LACHETÉ

Des hebdomadaires qui se donnaient une teinture de gauche, tels l'Observateur, l'Événement du Jeudi, ont commencé par tirer à boulets rouges sur le communisme, laissant entendre que la social-démocratie (surtout débarrassée du marxiste, type SPD allemand après Bad Godesberg) était la voie à suivre.

Le communisme abattu, ils montrent un vrai visage : leurs canons se tournent contre toutes les formes de socialisme et tirent des salves pour célébrer la seule victoire tant attendue, celle du capitalisme, du libéralisme. Ils ont joué et jouent habilement de la confusion qui s'instaure dans beaucoup d'esprits entre liberté et libéralisme.

Voyons ce qu'écrivait Jean-François Held dans l'EDJ du 27 juin au 3 juillet (Que sera-ce après les événements survenus en Août en URSS?). Son article nous remplit à la fois d'angoisse et de colère. Voici un enchaînement d'extraits :

"La "vérité" socialiste, une fois sa façade détruite, se résout à une poignée de cendres... La brutalité de son annihilation est à la mesure de son projet... Nous les nantis de la démocratie, on regarde ces (ultimes) soubresauts avec une stupéfaction placide. Il ne nous reste rien de deux siècles de rêves rédempteurs. Rien que le réel. Rien que notre capitalisme tel qu'en lui-même..."

Plutôt que de courir après des obsessions millénaristes, si on essayait de faire avec ce qu'on a. Avec ce qu'on est... On dirait bien que la fraternité universelle n'est pas de ce monde, que toutes les tentations pour l'instaurer ouvrent l'enfer... Même les "troisièmes voies" ont viré au folklore.

Le pouvoir né du capitalisme, lui, a le mérite d'exister. Il a récupéré au coup par coup un nombre incalculable de micro-révolutions. C'est lui qui a digéré - avec quelques hoquets - le mouvement ouvrier et non le contraire.

De là à affirmer que la démocratie n'est pas concevable sans le capitalisme... il n'y a qu'un pas. Tout petit.

La démocratie suppose la liberté individuelle ; donc la passion d'acquiescer des biens ; donc la concurrence, donc l'économie de marché ; donc le capitalisme.

Plus de problème. Rideau tiré. Le capitalisme, imparfait grâce à Dieu, a le privilège d'être autoamendable. Il n'a et n'aura jamais, à vision d'homme, de rival comparable avec la démocratie. Le voici sans autre concurrence que lui-même. Couchés, les penseurs".

Avant de terminer son article, l'auteur marque tout de même quelque doute :

"Son règne (du capitalisme) a de quoi inquiéter. Et si c'était la menace de la révolution qui l'avait contraint à modérer sa voracité congénitale, à céder devant la pression des réformateurs humanistes des syndicats ? Peut-être qu'un jour l'économie de marché sera dépassée... qu'il faudra faire place à d'autres systèmes mieux adaptés.

Si en l'an 3000 et quelques, le capitalisme a fait son temps et si les capitalistes rechignent à s'en apercevoir, une révolution inouïe pourra bien les pousser dehors. Gentiment, bien sûr. Et de grâce, et surtout, pas en avance sur l'heure affichée par les pendules de l'Histoire".

Si les réserves de la fin laissent percer un filet de lumière - à condition que ce ne soit pas en l'an 3000 ! - le fond de l'article montre une indécente satisfaction. Mission accomplie pour ce journaliste de l'EDJ ! Mais nous ne serons jamais d'accord avec ce type d'analyse et de ... "penseur", car, nous, nous ne sommes pas "couchés".

André PRIME

LIBRE PENSÉE

La lecture du courrier de votre mensuel est souvent enrichissante. J'ai apprécié qu'un lecteur s'affirmant "libre penseur", reconnaisse (dans le numéro de juillet) qu'il existe, parmi les croyants, des gens qui pratiquent sincèrement la fraternité humaine. C'est tout de même un sacré pas en avant, si l'on se réfère en ces années - pas si éloignées de nous qu'on pourrait le supposer - où les "rouges" et les "noirs" se haïssaient, et - surtout - ne cherchaient pas à savoir s'ils avaient des points de convergence, ou des intérêts communs. En reprenant un poème connu de feu Louis Aragon (qui fut un stalinien sectaire, mais un poète de grand talent) : "Celui qui croit au ciel, et celui qui n'y croit pas" ont aujourd'hui toutes les raisons de s'unir pour combattre, en cette époque tourmentée où se joue le sort de la planète, ces négateurs de toute justice sociale qui oeuvrent à l'instauration d'une société "à deux vitesses", profitant du vide laissé par l'effondrement des régimes communistes. Que chacun conserve ses croyances, ou son incroyance, mais que les uns et les autres confrontent leurs points de vue, et fassent un bout de chemin ensemble pour sortir de ce triste système d'égoïsme et de scandales en tous genres, voilà ce que nous pouvons espérer, pour que, demain, enfin, le progrès soit mis au service de l'homme.

B.L., Lyon

SOCIALISME CHINOIS

Concernant votre article "Le socialisme sauvé par le capitalisme", on ne peut rien comprendre à l'échec du communisme dans tous les pays où il a été tenté, si l'on oublie le fait que tous ces pays, sans exception, étaient des pays sous-développés, et même très sous-développés. Bien sûr, il y a pire en Afrique où il y avait des populations qui étaient à l'âge de pierre, ou peu s'en faut. Mais la Russie, la Chine étaient encore en plein Moyen Age.

N'oublions pas que le servage a été supprimé par un Ukase du Tsar Alexandre II en 1861. Quant à la Chine, la première révolution moderne remonte à 1911, jusque là le Moyen Age, suivi par l'anarchie et l'invasion japonaise. Ce n'est qu'en 1949 qu'est créée la République Populaire avec Mao Tze Tung. Pensez qu'il y a 60 - 70 ans, il n'y avait même pas d'Etat civil en Chine.

... D'une part, l'abondance ne tombe pas du ciel, il faut la créer et l'entretenir. D'autre part, abondance ou économie distributive ne peuvent exister que dans des conditions d'organisation rationnelle. Mon point de vue c'est que les fonctionnaires sont la cheville de tout cela, c'est impossible sans un corps d'administrateurs, d'enseignants, de personnel de santé, etc... bien structuré et organisé. D'ailleurs les grandes entreprises capitalistes ont une structure semblable à l'administration des pays développés.

J.D., Ile Maurice

DIFFUSION

A propos de diffusion des idées, je pense que l'on pourrait former des petits groupes dans les marchés avec panneaux et banderoles et distribution de tracts, ceux-ci expliquant nos thèses avec simplicité, car il est rare que



les journaux soient lus jusqu'au bout.

R.C., Drancy

Réponse. Que les distributistes prêts à se joindre à vous se fassent connaître. Nous avons des tracts à votre disposition.

Renaud Gratier de Saint-Louis
16, rue Jean-Claude Vivant
69100 Villeurbanne
Tél 72 75 01 75
désirerait entrer en contact avec des distributistes de la région de Lyon/ Villefranche sur Saône/Tarare.

L'EMPIRE SOVIÉTIQUE EST MORT

Quel torrent de commentaires à propos des derniers événements de Moscou ! Trilatéraux et agents de la CIA ont, certes, bien travaillé pour que la situation débouche sur un pareil merdier. Qui doit profiter de la décomposition du système soviétique, méthodiquement conduite sous la férule d'Eltsine assisté de ses conseillers ? Si, à l'Ouest, des gens applaudissent si bruyamment à la chute de l'Union, de son appareil dirigeant, c'est qu'ils attendent d'en tirer quelque profit. Les vautours ne sont pas loin, prêts à fondre sur cette proie agonisante. Indépendance, liberté ? Chacun se gargarise de ces mots quasi-magiques tandis que s'installe le désordre économique, prélude aux famines. La pérestroïka et ce qui s'en est suivi, Eltsine régnant, a précipité l'Union et ses Républiques dans une confusion inextricable, ce qui était l'objectif, longtemps caressé, des affairistes occidentaux que l'on voit déjà se hâter à la curée. 42.450 milliards de M³ de gaz. 51,8% des réserves mondiales. Un enjeu qui n'a jamais laissé indifférentes les grandes compagnies pressées de mettre la main sur le pactole que représentent les richesses minières soviétiques, une fois l'empire réduit à merci, ruiné par une tentative de passage à l'économie de marché, vouée à l'insuccès...

La chienlit yougoslave et le putsch soviétique sont survenus à point nommé pour remettre en selle les budgets occidentaux de la Défense,

compromis par la disparition officialisée de la prétendue menace d'invasion soviétique sur l'Europe, par le démantèlement du pacte de Varsovie. On ne pouvait se résigner à accroître le chômage, à réduire des budgets aussi généreux mis à la disposition des industriels de l'Armement, de leurs sous-traitants et des activités dérivées, à mettre au pilon les forces de dissuasion.

Reste à définir un cadre de fonctionnement pour les Républiques détachées de l'Union et se proclamant indépendantes. Que peuvent-elles offrir en monnaie d'échange pour assurer leurs propres approvisionnements, payer leurs fonctionnaires, financer leur défense ? Tout cela n'apparaît, a priori, guère réaliste et traduit une volonté sous-jacente de généraliser une chienlit impliquant le recours à une tutelle extérieure.

C'est ainsi que les pays baltes n'auront fait que troquer une dictature pour une autre tout aussi pesante: celle du FMI.

Quant aux inconditionnels de l'Europe, ils redressent le jabot, se poussent du col, reprenant leurs litanies à la dévotion de cette Europe, elle aussi moribonde, qui n'intéresse plus les populations, à commencer par la paysannerie qui servit, jadis, de fer de lance à sa propagande et s'en mord aujourd'hui les doigts.

Henri Muller

AU SUJET DE LA TRANSITION

Il vaudrait mieux ne pas chercher trop loin : l'évolution du régime a imposé des changements qu'il suffit d'utiliser :

- monnaie gagée sur la production et les échanges, et non plus sur l'or;
- intervention de l'Etat dans l'Economie et qui persiste malgré les jérémiades libérales...

Que cette intervention soit pesante et bureaucratique, c'est ennuyeux. Mais, sans elle, nous n'aurions plus d'Economie du tout. Créer de nouveaux mécanismes spontanés sera un progrès majeur. En attendant, il s'agit de rendre cette action de l'Etat plus efficace.

Les subventions n'ont jamais fait

vendre grand chose de plus, sauf lorsqu'elles atteignent des sous-consommateurs. Au contraire, une même somme, en créant de nouveaux clients, peut faire beaucoup plus d'usage.

Première étape : aucun revenu dépendant de l'Etat ne doit être insuffisant. Il convient de prévoir une hausse progressive jusque vers 8 à 10.000 francs par mois.

Deuxième étape : extension de la mesure au secteur privé.

Pour bien réaliser la transition, il faut commencer par les vieux travailleurs nantis d'une maigre retraite et créer tous les emplois utiles (Education Nationale, Environnement, etc.)

L'ensemble devra être financé par création monétaire, pour ne pas être incorporé dans les prix.

Y aura-t-il pour autant beaucoup plus de monnaie en circulation ? Ce n'est pas sûr, la forte augmentation de la demande en résultant devrait rendre inutiles les subventions. Avec, pour avantage supplémentaire, une bien meilleure connaissance des besoins et des secteurs à développer. Avec un minimum de 10.000 francs par mois, personne ne se privera des biens de consommation courante (alimentation, vêtements, appareils ménagers...). Sous réserve, bien entendu, que les prix ne bougent pas.

Et cela, on peut l'obtenir : l'absence de charges nouvelles sur les entreprises permet un strict contrôle des prix, alors qu'une telle mesure est une malhonnêteté pure et simple dans le cas d'un financement par nouveaux impôts.

On peut aussi mobiliser les citoyens en leur expliquant correctement l'affaire :

- la pauvreté doit cesser ;
- pauvreté des uns, chômage des autres
- C'est cela ou des impôts nouveaux !

On saura alors s'il y a vraiment danger d'inflation.

Pour résoudre un problème, il faut avoir les idées claires et ne pas tout mêler. On baptise "inflation" n'importe quelle hausse de prix. Or, ce terme désigne la hausse entraînée par l'excès de la demande sur l'offre, alors qu'elle peut résulter de nouveaux frais.

En régime capitaliste, toute aug-

mentation du prix de revient doit être répercutée sur le prix de vente, comme d'ailleurs en régime "socialiste" appliquant les mêmes règles comptables.

Seule, l'inflation véritable est dangereuse, car elle révèle une insuffisance de la production. Le second phénomène traduit uniquement l'inadaptation des mécanismes économiques, devenus incapables d'écouler la production, toute hausse de salaires étant rattrapée par les prix. Mais les produits sont là et les entreprises ont besoin de vendre !

Tel est le dilemme. On ne peut en sortir en l'absence de nouvelles habitudes monétaires, conséquences logiques de la monnaie gagée sur la production et les échanges.

D'ailleurs, la monnaie émise reviendra à l'Etat par la seule augmentation du chiffre d'affaires, donc du bénéfice et du rendement des impôts. A. Barillon le montrait déjà en 1953 et son projet reste valable.

Dans un système fondé sur le recyclage de l'argent, celui-ci doit se faire le plus complètement possible, de gré ou de force. Ce sera le rôle des impôts.

Nos socialistes, pataugeant à qui mieux mieux, ont été obligés de prendre des mesures qui se rapprochent de la deuxième étape évoquée plus haut : exonération des charges sociales pour les entreprises qui embaucheront des jeunes. Mais cela ne réussira que si l'embauche est massive, donc si les entreprises espèrent vendre.

Rassurons-nous : l'orientation judicieuse de nos dépenses publiques ne produira pas plus d'inflation que l'actuelle pagaille. La monnaie, bien utilisée, peut nous rendre le service inestimable d'une transition en douceur : il est fondamental que le changement apporte une amélioration réelle.

Et si, ailleurs, le capitalisme vient au secours du socialisme, il y a longtemps, ici, que le capitalisme fonctionne grâce à l'aide collective.

Le chômage résulte de deux causes

- une cause directe : l'essor technique, éliminant la main-d'oeuvre,
- une cause indirecte, résultant de la première, la mévente provoquée par la

diminution des acheteurs, entraînant faillites et surcroît de chômage. Il s'agit d'enrayer la deuxième cause pour résoudre ensuite le problème de fond : partage du travail. Selon les premiers économistes, ou plutôt les "lois" qu'ils ont définies, tout devrait être bloqué. Or l'économie n'est pas bloquée. Elle grince tant qu'elle peut, mais elle fonctionne. Autant qu'elle grince pour tout le monde... Avec une hausse des revenus les plus bas, elle grincera moins.

Jean MESTRALLET

**CRÉDITISME
CANADIEN**

Suite à la parution dans la GR d'août-septembre d'un article traitant du créditisme canadien, je souhaiterais une plus ample information sur la nature politique exacte de cette école de pensée nord-américaine.... Mes questions sont alors les suivantes : le créditisme est-il imprégné d'idées fascistes, ou alors existe-t-il, comme pour le fédéralisme, un créditisme de droite (Fragments) et un créditisme de gauche (Vers demain) ?

R. G., Villeurbanne

Réponse. Nous ne nous permettons pas de juger les intentions politiques cachées des créditistes canadiens ou français. Ils ne font pas mystère de leur appartenance profonde au catholicisme. Les camarades intéressés pourront se reporter à notre article "Créditisme" dans la GR n° 887 et à "Fragments" ou "Vers demain" ; ils pourront se former une opinion par eux-mêmes. Janpier Dutrieux, directeur de "Fragments" vient aussi de publier une brochure intitulée "les ouvriers de la onzième heure" qui contient tous les détails sur ce courant de pensée.

R.M.

ENCYCLIQUE

L'encyclique "Centesimus Annus" a suscité d'excellents commentaires

de la part de camarades distributeurs. Mis à part l'article tiré de la revue "Vers demain", au sujet duquel je donnerai mon point de vue, voici quelques réflexions sur cette circulaire papale, faisant plus l'apologie du capitalisme que la démonstration de son absurdité. D'autre part, restant muette sur les conséquences de la révolution technologique : non-violente et libératrice.

Primo : Le profit présenté comme moteur modulable de l'économie dite libérale, sans souligner sa toute puissance, en tant que vecteur de désordres, de crimes passés, présents et futurs, c'est passer sous silence, l'incapacité à ce type d'économie, de sortir le monde des désordres qu'elle fermente. Opposé comme le jour et la nuit, le dogme ne peut s'accommoder de l'évolution, fut-elle aussi fantastique que la révolution technologique. D'autre part, s'écrier en parlant de la guerre: "Plus jamais ça" et faire l'éloge du profit, n'est-ce pas se foutre du peuple ! en l'infantilisant ?

Secundo : Si le Christianisme était mis en application, il y a belle lurette que l'économie distributive qui s'en dégage aurait changé la face d'un monde antagoniste et suicidaire. Bravo à ce camarade qui ne cesse de rappeler l'impératif besoin d'une transformation du rôle et de la finalité de la monnaie, - principe essentiel du distributisme - nonobstant les grands discours, les promesses électorales évanescences, les circulaires papales, etc...

Tertio : Une remarque : l'association dogme-religion et mythopognon laisse pour le moins perplexe ! J'ai eu l'occasion d'assister à une conférence organisée par les "Pèlerins de Saint-Michel". Je suppose n'être pas le seul à avoir écouté leurs propos ? aussi, vais-je être bref. Pour trois heures de conférence, deux furent consacrées à la religion, dont un rappel de la genèse, où tout fut créé en faveur de l'homme, exclusivement pour l'homme. Sectaires, bourrés de certitudes, le débat, l'échange d'idées ne sont pas compris dans le programme. Malgré une sorte de synonymie, le dividende social n'est pas le revenu social du distributisme,

étant donné qu'il ne met pas en cause le capitalisme... seulement l'usage de sa monnaie !

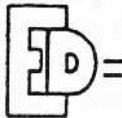
... Conclusion : L'évolution de l'Eglise ? Des religions en général? Comme susdit, elles ne le peuvent, sans remettre en cause leurs vérités absolues, leurs dogmes infailibles, leurs pouvoirs établis sur ces bases. Comment une multitude de gens s'inspirant de principes évangéliques charitables, fraternels, peuvent-ils en fait les mettre en pratique, tout en conservant l'économie vénale, c'est-à-dire la foire d'empoigne ?

... Le dogme ne peut assimiler l'évolution, présentant le bonheur sur terre comme une impossibilité originelle congénitale, comme l'antithèse d'un bonheur, seulement accessible, dans un au-delà hypothétique ! citant ces vers de Victor Hugo, dans "Le Christ au vatican"... "De l'Eglise résumant le génie, j'inscris sur son portail : Ici, le Pape et Compagnie".


E.B., Le Pellerin

au bon logo

L'ECONOMIE QUI NE DETRUIT PAS



**DROIT
EGALITE
DEVOIR**



L'ECONOMIE QUI DISTRIBUE

proposition N°31

COURAGE !

Nous voyons le rejet du système communiste. C'est un pas pour arriver à une sérieuse prise de conscience. Après il ne restera plus qu'à aboutir au rejet du système capitaliste. Encore de la patience, le processus est en marche. L'exemple est donné. Sur ce point, Gorbatchev a fait un bon travail. Bien des choses vont encore se dérouler les prochaines années. Faisons plus que jamais connaître l'Economie Distributive.

Albert CHANTRAINE

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.